



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80000 Amiens

Amiens, le 25/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BRENNTAG SPECIALITE

Espace industriel Nord
Rue de la Vassellerie - Bât. 29
80000 Amiens

Références : 2025-E30193
Code AIOT : 0005105794

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2025 dans l'établissement BRENNTAG SPECIALITE implanté Rue de la Vassellerie - Bât. 29 Espace industriel Nord 80000 Amiens. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRENNTAG SPECIALITE
- Rue de la Vassellerie - Bât. 29 Espace industriel Nord 80000 Amiens
- Code AIOT : 0005105794
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société BRENNTAG SPÉCIALITÉS est autorisée par arrêté préfectoral du 23 octobre 2008 à exploiter un entrepôt de matières dangereuses : toxiques, inflammables ou dangereuses pour l'environnement. Le site a démarré ses activités en janvier 2010.

Le site est classé Seuil Haut par dépassement direct de la rubrique ICPE 1172 (devenue 4510-4511).

Thèmes de l'inspection :

- AR - 2
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Un point sur les dossiers en cours et à venir a été fait. L'exploitant s'est engagé à transmettre le porter à connaissance portant notamment sur la mise à jour administrative du site et la notice de réexamen pour la fin de l'année 2025.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Ressource en eau et mousse	AP Complémentaire du 19/10/2010, article 3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Stratégie Défense Incendie	Arrêté Ministériel du 24/09/2000, article VI.1.III	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4	Sans objet
2	Situation administrative liquide inflammable	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1	Sans objet
3	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.7 III et article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23/10/2008	Sans objet
4	Interdiction de stocker des produits de mentions de danger H224 / H225	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe 1 (tableau II) article III.1	Sans objet
5	Extinction	Arrêté Ministériel du 24/09/2020,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	Automatique Incendie	article Annexe 1 (tableau II) article VI.5 II	
7	POI - Scénario 2	Arrêté Préfectoral du 23/10/2008, article 7.6.6.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a relevé des non-conformités avec demandes d'actions correctives et de justificatifs. Des observations ont également été émises.

L'exploitant transmettra les documents justifiant de la levée des non-conformités dans les délais énoncés aux points de contrôles suivants et apportera des éléments de réponse aux observations formulées, sous 1 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Cellules LI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes</p>

conditions.
<p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'état des stocks (opérationnel et vulgarisé) a été présenté avec un plan des stockages. Les fiches de données de sécurité (FDS) sont accessibles en permanence et par toutes les personnes susceptibles d'intervenir dans la gestion de crise.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant complètera son plan avec les éléments présentés dans l'observation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Situation administrative liquide inflammable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1
Thème(s) : Risques accidentels, Champ d'application
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Relèvent du présent arrêté les stockages en récipients mobiles de liquides inflammables exploités :</p> <p>1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites « rubriques liquides inflammables » ;</p> <p>2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites « liquides inflammables », dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles.</p> <p>II. - Pour les installations relevant du I, relèvent également du présent arrêté les stockages de liquides et solides liquéfiables combustibles en récipients mobiles situés à proximité de liquides inflammables, quand ils répondent aux conditions de proximité définies dans l'article I-3.</p> <p>III. - Pour les installations relevant du I, les dispositions du présent arrêté sont applicables à l'ensemble des stockages de liquides de mention de danger H224, H225 et H226, liquides de points éclair compris entre 60 et 93 °C et déchets liquides inflammables catégorisés HP3.</p> <p>Pour les liquides et solides liquéfiables combustibles relevant du II du présent article, les dispositions du présent arrêté sont applicables selon les modalités précisées dans les articles</p>

concernés.

IV. - Pour l'application du présent arrêté, une installation nouvelle est une installation dont le dépôt du dossier complet d'autorisation est réalisé après le 1er janvier 2021.

Les autres installations sont considérées comme existantes.

Les extensions ou modifications d'installations existantes définies ci-dessus régulièrement mises en services sont considérées comme installations nouvelles lorsqu'elles nécessitent le dépôt d'une nouvelle autorisation en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement au-delà du 1er janvier 2021.

L'ensemble des articles I-2 à VII-1 sont applicables aux installations nouvelles.

Pour les installations existantes, les annexes I, II ou III ainsi que les IV et V définissent les prescriptions applicables en lieu et place des dispositions correspondantes des articles I-2 à VII-1.

V. - Pour les installations existantes relevant du point I.2 du présent article, l'exploitant se fait connaître du préfet et de l'inspection des installations classées au plus tard le 1er janvier 2022. A cet effet, il fournit une description des quantités de liquides inflammables susceptibles d'être présentes, des caractéristiques des installations ainsi qu'un bilan de conformité aux prescriptions du présent arrêté qui leur sont applicables.

Constats :

Le site est classé à autorisation en particulier pour la rubrique 1432 (arrêté préfectoral d'autorisation du 23/10/2008). L'exploitant avait sollicité une demande d'antériorité au titre des rubriques 4330 et 4331 notamment au régime de l'autorisation en 2016 et celle-ci avait fait l'objet d'une demande de complément. L'arrêt temporaire du site en 2021 avait mis la demande en stand-by. Le site a depuis repris une activité normale et l'exploitant s'est engagé à transmettre la mise à jour de la situation administrative du site pour la fin de l'année 2025 au travers d'un porter à connaissance (modifications, antériorités...).

Concernant la rubrique 1510, l'arrêté préfectoral du 23/10/2008 présente la rubrique au régime de l'autorisation (volume des entrepôts supérieurs à 50 000 m³). La réglementation a évolué et pour ce volume, le régime de la rubrique 1510 est dorénavant l'enregistrement. L'exploitant a sollicité une antériorité en 2022. Cette demande sera actualisée si besoin et présentée dans le porter à connaissance déposé en fin d'année. Au vu des éléments présentés par l'exploitant via son état des stocks, le site relèverait toujours du régime de l'enregistrement.

Ainsi, au vu de ces éléments, le site relève de la réglementation relative aux liquides inflammables pour une rubrique soumise à autorisation (4330 et 4331) et de la réglementation relative aux stockages de matières combustibles en bâtiment couvert (1510 E). Les installations relèvent donc de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 24/09/2020, tableau I.

L'exploitant a indiqué que les liquides inflammables sont stockés dans des récipients mobiles de contenance 1 m³ au maximum. Les produits ont été vus lors de la visite du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.7 III et article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23/10/2008

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage des LI

Prescription contrôlée :

Article III.7 III:

Conditions de stockage

I. - Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des stockages et la base de la toiture ou le plafond, ou de tout système de chauffage et d'éclairage. Cette distance est augmentée lorsque cela est nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie.

II. - Les produits stockés en masse (notamment en sac, récipient ou palette) forment des îlots limités selon les dimensions suivantes :

- la surface au sol des îlots est au maximum égale à 500 mètres carrés ;
- la hauteur de stockage est au maximum égale à 5 mètres ;
- la distance entre deux îlots est au minimum égale à 2 mètres.

Ces îlots sont associés aux zones de collecte telles que définies au I de l'article III-13 du présent arrêté.

III. - La hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables en récipients mobiles est compatible avec le dimensionnement du système d'extinction automatique d'incendie prévu à l'article VI-5 du présent arrêté et :

- limitée à 7,60 mètres pour les récipients mobiles de volume strictement supérieur à 30L et inférieur à 230 L ;
- limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients mobiles de volume strictement supérieur à 230 L.

IV. - La hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides non inflammables et autres produits, substances, ou mélanges, est compatible avec le dimensionnement du système d'extinction automatique d'incendie prévu à l'article VI-5 du présent arrêté.

V. - Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois de la cellule. Cette distance est portée à 0,3 mètre pour les stockages en palettiers.

Article 8.1.1:

(...) Les liquides extrêmement inflammables (...) sont stockés sur 3 niveaux maximum. (...)

Constats :

Les liquides inflammables sont stockés en palettes et sur 3 niveaux (ce qui correspond à 5 m, information issue de la notice de réexamen de l'EDD de 2020). Un essai a été réalisé avec un agent pour tenter de stocker une palette de liquide inflammables plus haut. La machine a refusé le déplacement.

Le stockage est éloigné des parois et du plafond.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Interdiction de stocker des produits de mentions de danger H224 / H225

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe 1 (tableau II) article III.1

Thème(s) : Risques accidentels, Récipients mobiles H224/H225

Prescription contrôlée :

[...]

Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023. Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L en stockage couvert.

Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230 L en stockage couvert. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2026.

Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées. Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m³ dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.

Constats :

L'état des stocks remis par l'exploitant ne présente pas de produits avec la phrase de risque H224.

Concernant la mention de danger H225, les produits sont stockés en fûts métalliques de 25 kg (soit 28 à 30 litres) à 215 kg. D'après l'exploitant, seul de l'extrait de citron est conditionné en contenant fusible (bidons) de contenance unitaire de 10kg. Enfin, certains sont miscibles dans l'eau comme les arômes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Extinction Automatique Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe 1 (tableau II) article VI.5 II

Thème(s) : Risques accidentels, Système d'extinction automatique (conception)

Prescription contrôlée :

[...]

II. - Un système d'extinction automatique d'incendie adapté aux produits stockés est mis en place dans chaque cellule de liquides inflammables.

(...)

Avant la mise en service de l'installation, une attestation de conformité du système d'extinction mis en place aux exigences du référentiel professionnel retenu est établie. (...) Ce document est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

[...]

Constats :
L'attestation de déclaration de conformité du système d'extinction a été présentée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Ressource en eau et mousse

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/10/2010, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose a minima de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une réserve d'eau constituée au minimum d'une cuve aérienne de 130 m³ et d'un bassin extérieur de 100 m³ avec plate-forme d'aspiration, • un dispositif de lutte contre l'incendie comprenant au moins : <ul style="list-style-type: none"> ◦ 3 poteaux incendie situés à proximité du site et présentant les performances minimales de 120 m³/h sous 1 bar (Poteau N° 54 situé rue du Santerre, 130 m³/h et 3,4 bars ; Borne N° 34 située rue du Santerre, 140 m³/h et 2,8 bars ; Borne N° 35 située rue de la Vassellerie, 150 m³/h et 3,4 bars) ; ◦ des réserves en émulseur de 3,5 m³ dans le local technique sprinklage et 2 m³ supplémentaires en extérieur (pouvant être partagé avec l'établissement BRENNTAG voisin) adaptés aux produits présents sur le site; ◦ des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; ◦ des robinets d'incendie armés (RIA) alimentés par un réseau fixe protégé contre le gel ; ◦ d'un système d'extinction automatique d'incendie pour les cellules de produits inflammables et de produits toxiques du nouveau bâtiment (alimenté par un groupe motopompe de 440 m³/h sous 11 bars à démarrage automatique et puisant dans une réserve d'eau de 130 m³) ; <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les derniers contrôles de ses moyens de lutte contre l'incendie. Deux non-conformités sont relevées pour lesquelles une demande d'action corrective et des justificatifs sont demandés.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'exploitant transmet <u>sous 1 mois</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les documents justifiant de la mise en place d'un suivi permettant de s'assurer du niveau du bassin incendie et de son niveau de propreté, - un éclaircissement écrit du prestataire concernant la non-conformité mise en avant et <u>sous 2 mois</u>, son plan d'action accompagné du délai de mise en conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : POI - Scénario 2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2008, article 7.6.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens humains
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne (P.O.I) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers. (...)</p> <p>Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le P.O.I mis à jour le 05/06/2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Stratégie Défense Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2000, article VI.1.III
Thème(s) : Risques accidentels, Scénarios de référence
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - feu de récipients mobiles de liquides inflammables en stockage extérieur ; - feu de récipients mobiles de liquides et solides liquéfiables combustibles en stockage extérieur ; - feu de récipients mobiles de liquides inflammables en stockage couvert ; - feu de récipients mobiles de liquides et solides liquéfiables combustibles en stockage couvert ; - feu d'engin de transport (principalement les camions).
<p>Constats :</p> <p>La stratégie de défense incendie (SDI) intégrée dans le POI ne présente pas tous les scénarios attendus.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra <u>sous 2 mois</u>, le scénario avec le feu d'engin de transport (principalement</p>

les camions) avec les moyens associés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois